

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 22 AVRIL 2024**

**NOMBRE D'ELUS
METROPOLITAINS
EN EXERCICE : 16**

QUORUM : 9

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
13	0	3

OBJET DE LA DECISION

N° 24/241

**CONVENTION DE
PARTENARIAT ENTRE LA
METROPOLE ET LA
FEDERATION DES ACTEURS
DE LA SOLIDARITE -
PACA/CORSE DANS LE
CADRE DU PLAN LOGEMENT
D'ABORD ANNEE 3 - 2023-
2024 - AUTORISATION DE
SIGNATURE**

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITTERANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, Mme Nathalie BICAIS, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Gilles VINCENT.

ABSENTS :

M. Robert BENEVENTI, M. Arnaud LATIL, M. Jean-Sébastien VIALATTE.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 24/241

BUREAU DU 22 AVRIL 2024

**O B J E T : CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA
METROPOLE ET LA FEDERATION DES ACTEURS DE
LA SOLIDARITE - PACA/CORSE DANS LE CADRE DU
PLAN LOGEMENT D'ABORD ANNEE 3 - 2023-2024 -
AUTORISATION DE SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la
Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au
Bureau,

VU la délibération n°21/09/302 du 30 septembre 2021,

VU la délibération n°22/09/239 du 29 septembre 2022 relative à l'avenant n°1 à la convention,

VU la délibération n°23/09/251 du 28 septembre 2023 relative à l'avenant n°2 à la convention,

VU le deuxième plan quinquennal pour le Logement d'abord et la lutte contre le sans-abrisme 2023-2027, dit « plan Logement d'abord » et l'Appel à Manifestation d'Intérêt Plan Logement d'Abord,

VU la sélection du dossier de candidature de la Métropole Toulon Provence Méditerranée comme territoire de mise en œuvre accélérée de ce plan le 29 Janvier 2021,

VU la convention pluriannuelle d'objectifs conclue avec l'Etat pour les années 2021, 2022 et 2023,

VU l'avis de la commission Politique de la ville et Habitat en date du 21 septembre 2023,

CONSIDERANT que dans le cadre de ses compétences en matière de politique d'Habitat et de solidarité la Métropole Toulon Provence Méditerranée assure la mise en œuvre et la coordination du plan Métropolitain « Logement d'abord » et de ses actions,

CONSIDERANT que l'Etat et les partenaires ont défini des priorités communes dans le cadre de la stratégie territoriale du plan logement d'abord, déclinées sous la forme d'engagements réciproques permettant de renforcer les coopérations entre les acteurs de l'hébergement, du logement et de l'insertion, et de permettre une meilleure articulation entre leurs interventions, en cohérence avec leurs champs de compétences respectifs,

CONSIDERANT que l'ensemble des actions de ce plan concourt à soutenir l'action de la Métropole en matière d'habitat, à sécuriser les parcours locatifs et à prévenir les ruptures de parcours résidentiels pouvant conduire au sans-abrisme, en favorisant l'observation, la coordination, la formation des acteurs, la prévention des difficultés d'accès ou de maintien dans un logement,

CONSIDERANT que l'ensemble de ces actions participe ainsi à une insertion socio-économique durable des personnes vulnérables sur le territoire,

CONSIDERANT qu'il convient de régler, par la voie conventionnelle, les modalités pratiques de la poursuite de ce partenariat, visant à coordonner et mettre en œuvre le plan métropolitain « Logement d'abord »,

Et après en avoir délibéré,

DECIDE

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé qui est présenté dans la convention dont la décision fait l'objet.

ARTICLE 2

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer la convention de partenariat entre la Métropole Toulon Provence Méditerranée et la Fédération des Acteurs de la Solidarité PACA/CORSE dans le cadre du plan logement d'abord qui donne lieu au versement d'une subvention de 30 000€ (trente mille euros).

ARTICLE 3

DE DIRE que les crédits sont inscrits à l'opération N°5219, article N°65748, fonction 552, du Budget principal, de l'exercice 2024.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 22 avril 2024

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

POUR	13
CONTRE	0
ABSTENTION	0

CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA METROPOLE ET LA FEDERATION DES ACTEURS DE LA SOLIDARITE - PACA/CORSE DANS LE CADRE DU PLAN LDA

Année 3 (2023-2024)

Entre :

- La Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, ayant son siège à l'Hôtel de la Métropole – 107 Boulevard Henri Fabre – CS 30536 – 83041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN, dûment habilité par une décision du Bureau métropolitain n° en date du

Ci-Après désignée « La Métropole »

Et

La Fédération des acteurs de la solidarité - PACA/Corse, Association de loi 1901, dont le siège social est situé 3 place d'York, 13200 Arles – enregistrée sous le numéro SIREN 383 327 442, représentée par Thierry MILA, président, dûment habilité à l'effet des présentes,

Ci-après désignée « la FAS PACA Corse »

Il est préalablement exposé ce qui suit :

L'Etat a lancé Le plan quinquennal pour le logement d'abord et la lutte contre le sans-abrisme 2018-2022, dit « plan Logement d'abord » et un second appel à Manifestation d'Intérêt Plan Logement d'Abord en septembre 2020.

Le 29 Janvier 2021 le dossier de candidature de la Métropole Toulon Provence Méditerranée est sélectionné comme territoire de mise en œuvre accélérée de ce plan.

Ainsi, l'Etat et les partenaires ont défini des priorités communes dans le cadre de la stratégie territoriale du plan logement d'abord, déclinées sous la forme d'engagements réciproques permettant de renforcer les coopérations entre les acteurs de l'hébergement, du logement et de l'insertion, et de permettre une meilleure articulation entre leurs interventions, en cohérence avec leurs champs de compétences respectifs.

En date du 30/09/2021 une convention pluriannuelle d'objectif est conclue entre l'Etat et la Métropole pour les années 2021, 2022 et 2023. Dans le cadre de ses compétences en matière de politique d'Habitat et

de solidarité la Métropole, Toulon Provence Méditerranée assure la mise en œuvre et la coordination du plan Métropolitain « Logement d'abord » et de ses actions.

La FAS PACA Corse via ses adhérents assure des missions d'accueil, d'accompagnement et d'insertion des personnes en précarité, avec une approche globale de la personne, en traitant les multiples problématiques liées à l'exclusion : hébergement et logement, santé, insertion et emploi, accès aux droits, accès à la culture, lien social...

La FAS PACA Corse accompagne et appuie son réseau en produisant des analyses, des études et expertises mais aussi en proposant des journées d'échanges, des formations et des outils méthodologiques à destination des professionnels et des bénévoles de l'intervention sociale.

La FAS PACA a produit dans une première convention LDA sur 2021-2023, un diagnostic des besoins en formation des différents publics de professionnels sur le territoire MTPM.

Ceci étant exposé, il est convenu et rappelé ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions du concours financier apporté par la Métropole au projet défini ci-après que l'Association s'engage à mettre en œuvre à son initiative et sous sa responsabilité.

La présente convention de partenariat a pour objet de mobiliser le savoir-faire et « l'ingénierie » de la FAS PACA Corse en la matière, sa capacité à élaborer et réaliser des formations spécifiques en lien avec la stratégie du plan « logement d'abord », telles que définies dans son diagnostic. Pour cela, la FAS PACA Corse fait appel à ses ressources internes et externes.

Il s'agit de promouvoir et proposer une stratégie d'acculturation autour du "logement d'abord" via un plan de formation multi-partenaire (Elus, agents sociaux, travailleurs sociaux - CCAS, associations, missions locales, CD...). La FAS identifie, grâce à sa connaissance des acteurs du terrain et l'étude réalisée lors de la précédente convention, les structures et professionnels à former, en qualité et en nombre.

L'objectif est de « partager une culture commune entre acteurs du secteur social, éducatif, administratif et particulièrement du logement autour de ce nouveau modèle » et de promouvoir l'intervention en « pluridisciplinarité et en réseau ».

De plus, pour les travailleurs sociaux et en particulier ceux du secteur de l'Accompagnement Hébergement Insertion (AHI), il s'agit de mettre en place des formations qui impacteront les pratiques professionnelles.

Suite au diagnostic des besoins en formation et information Logement d'Abord que la FAS a établi sur MTPM, la FAS met en place de la formation sous 3 volets :

Volet 1 : formation LDA pour un public large de professionnels variés, en e-learning.

- Cadrage du logement d'abord et premiers impacts sur les postures professionnelles
- De la théorie à la pratique : déclinaisons opérationnelles de l'approche du Logement d'Abord
- Formation généraliste et culture commune

Volet 2 : formation spécifique plus pointue pour les professionnels notamment du secteur de l'AHl en présentiel

- Maîtriser les concepts fondamentaux du Logement d'abord
- Accompagner les futurs gestionnaires à l'appropriation des concepts, principes et outils du modèle.
- Permettre aux futurs professionnels du dispositif de maîtriser les concepts, principes et outils du logement d'abord
- Accompagner à la mise en œuvre opérationnelle du logement d'abord
- Améliorer la relation avec l'utilisateur et la qualité globale de l'accompagnement socio éducatif

Volet 3 : informations auprès des Travailleurs Sociaux (TS) du territoire, en présentiel

- Comprendre le contexte et les ancrages du Logement d'Abord (décryptage d'une politique publique déjà « ancienne ») et s'approprier l'évolution des politiques publiques d'hébergement et d'accès au logement ;
- Connaître le droit des personnes dans l'hébergement et le logement qui cadre l'intervention des travailleurs sociaux ;
- S'approprier et savoir utiliser des outils concrets d'aide et d'appui aux changements de pratiques et de posture professionnelle selon deux axes :
- L'accompagnement social dans le logement et de la rue au logement ;
- Le développement du pouvoir d'agir des personnes accompagnées.

Si l'association bénéficie d'un agrément indispensable à la réalisation de l'action subventionnée, il conviendra de rajouter : L'agrément de l'Association est une condition indispensable à la réalisation de l'objet de la présente convention.

La convention définit le montant, les conditions de versement et de contrôle de l'aide accordée par la Métropole, ainsi que les engagements respectifs des parties.

ARTICLE 2 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention entre en vigueur à compter de sa date de notification.

Elle est conclue au titre de l'année (2024) /Elle est conclue pour une durée de (10 mois). Elle couvre la période du 1^{er} mars 2024 au 31 décembre 2024.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

L'association s'engage à :

- Mettre en œuvre le projet, objet de la présente convention,
- Mentionner le soutien apporté par la Métropole notamment en apposant son logo sur tous supports de communication destinés au public ainsi qu'à l'occasion de toute manifestation publique ou opération médiatique qui pourrait être organisée par ses soins,
- Informer sans tarder la Métropole par courrier recommandé avec accusé de réception en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention,
- Porter à la connaissance de la Métropole tout changement de statut de l'association. L'Association informe sans délai la Métropole de toute modification, de toute nouvelle déclaration enregistrée au Registre National des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

- Respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) conformément au décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, en vertu duquel les associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat, s'engagent « à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...) », « à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République » et « à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

La Métropole s'engage à soutenir financièrement, pour l'exercice 2024, l'association FAS PACA à hauteur de 30 000 euros (trente mille euros) conformément au budget prévisionnel négocié par MTPM avec la DIHAL dans le cadre de l'année N3 du Plan LDA métropolitain (2023-2024).

Ce montant sera inscrit au Budget métropolitain de l'exercice 2024.

ARTICLE 5 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La participation financière de 30 000 euros sera versée au bénéficiaire selon les modalités suivantes :

- Un acompte de 50 % soit 15 000 euros, à la notification de la convention,
- Le solde, soit 15 000 euros après la remise du bilan final, qualitatif et quantitatif, sur la période de la convention.
- des pièces justificatives suivantes :
 - ✓ Un compte-rendu financier (si la subvention est accordée en vue de la réalisation d'une action ou d'un projet spécifique) conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations modifiée par la loi n° 2022-217 du 21/02/2022 (formulaire Cerfa n° 15059*02). Ce compte-rendu financier devra comprendre un bilan qualitatif du projet ainsi qu'un état détaillé des dépenses attestant de la conformité des dépenses à l'objet de la subvention, ainsi qu'une explication des données chiffrées,
 - ✓ Un rapport annuel d'activités,
 - ✓ Les comptes annuels de l'exercice certifiés par le Président de l'association ou par un expert-comptable (si la subvention est supérieure à 75 000 euros), bilan, compte de résultats et annexes ainsi que le rapport du commissaire aux comptes s'il y a lieu d'en désigner un (obligatoire pour les associations bénéficiant d'une subvention supérieure à 153 000 euros).

Les pièces nécessaires pour le versement du solde doivent être communiquées au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

Les documents attestant de la réalisation du projet doivent être adressés à la Métropole par voie dématérialisée au service instructeur ou par courrier RAR.

La participation financière est créditée au compte du bénéficiaire dont les références figurent sur le relevé d'identité bancaire fourni par l'Association lors de sa demande de subvention.

Le versement de la participation financière s'effectue selon les règles de la comptabilité publique. L'ordonnateur de la dépense est le Président de la Métropole. Le comptable assignataire est le comptable public de la Métropole.

La Métropole contrôle à l'issue de la convention que sa participation financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Dans le cas où, après vérification des pièces transmises, le montant réel des dépenses serait inférieur au montant inscrit dans le budget prévisionnel, le solde à verser sera ajusté au prorata des dépenses réellement engagées et payées par l'association. Il sera également possible d'exiger le remboursement de la quote-part de subvention supérieure aux coûts éligibles du projet.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES DE L'ASSOCIATION

L'association adopte un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général révisé par le règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 de l'Autorité des Normes Comptables.

L'association doit faire approuver et certifier conforme ses comptes par son Président (*pour une subvention comprise entre 23 et 75 000 euros*)

L'association doit faire approuver et certifier conforme ses comptes par un expert-comptable (*si la subvention est supérieure à 75 000 euros*),

L'association doit faire approuver et certifier conforme ses comptes par un commissaire aux comptes (*si la subvention est supérieure à 153 000 euros*)

L'Association valorise et précise les mises à dispositions de personnes, de biens meubles ou immeubles dans ses comptes annuels

L'Association doit communiquer à la Métropole au plus tard 6 mois après la date d'arrêt des comptes, l'ensemble des documents visés à l'article 5 de la présente convention.

ARTICLE 7 : CONTROLES PAR LES SERVICES DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE

Dans le cadre du contrôle du bon usage des deniers publics, la Métropole contrôle et évalue l'utilisation de la subvention au regard de l'objet de la présente convention.

En vertu des dispositions de l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole pourra ainsi procéder ou faire procéder par ses services ou un tiers dûment mandaté à cet effet aux contrôles sur pièces ou sur place qu'elle jugerait utiles pour s'assurer de la bonne utilisation de la subvention et de la bonne exécution de la présente convention.

Dans ce cadre, l'Association s'engage à faciliter les contrôles des services de la Métropole tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, et leur communiquer sur simple demande tout document de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion

ARTICLE 8 : EVALUATION DU PROJET

Les parties s'engagent mutuellement à procéder en fin d'exercice à une évaluation du projet sur la base de critères :

Quantitatifs : nombre de personnes connectées à la plate forme e.learning, nombre de participants à la formation TS, nombre de participants à la réunion d'information. L'évaluation des participants Dans une logique d'intelligence ouverte, l'évaluation sera faite conjointement par l'animateur et les participants. Critères d'évaluation immédiate : Satisfaction des participants, sentiment d'avoir gagné du temps, qualité des apports théoriques, utilité pratique des formations , plaisir éprouvé à participer, motivation professionnelle renforcée.

Qualitatifs :

- Perception de l'accessibilité aux activités du projet
- Motifs de participation assidue ou de non participation
- Motifs d'abandon

Documents remis en fin de formation

Une **mallette numérique** » envoyée par mail comprenant les documents suivants :

- Les textes fondateurs et pratiques du logement d'abord
- La différents outils produits durant la formation
- La méthodologie de construction du dispositif
Les bonnes pratiques
- Le plan d'action

- La FAS PACA Corse participera au bilan de l'action et au bilan du plan LDA Métropolitain.

L'action sera suivie dans le cadre des comités de suivi du plan LDA Métropolitain trimestriels.

La Coordinatrice du plan « logement d'abord » exerce le suivi et l'évaluation de l'action.

La Métropole se réserve le droit de procéder à des points d'étape réguliers avec l'association afin de mesurer l'état d'avancement des actions subventionnées. A cette fin, l'association s'engage à mettre à disposition tous les éléments nécessaires à ce travail d'évaluation.

ARTICLE 9 : SANCTIONS EN CAS DE NON RESPECT DES OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

En cas d'inexécution par l'Association de l'une ou l'autre de ses obligations contractuelles et en cas de retard dans la production des documents visés à l'article 5, la Métropole pourra, selon le cas, suspendre le versement de la subvention, en diminuer le montant ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées.

Il en sera de même si à la suite des opérations de contrôle des services de la Métropole, il apparaissait que la subvention a été totalement ou partiellement utilisée à des fins non conformes à l'objet de la convention.

La Métropole en informera l'association par courrier recommandé avec accusé de réception après avoir préalablement invité l'association à présenter ses observations dans un délai qui sera fixé par ledit courrier.

La Métropole pourra également résilier de plein droit la présente convention après avoir préalablement invité les représentants de l'Association à présenter leurs observations.

La résiliation de la convention implique l'interruption de la subvention et la restitution des montants indûment perçus n'entrant pas dans le cadre de la convention.

En outre, la Métropole pourra résilier de plein droit la présente convention sans indemnité, ni préavis, en cas de survenance de tout événement ayant pour effet de rendre sans objet la présente convention ou pour tout motif d'intérêt général, et le cas échéant en cas de retrait d'agrément, de dissolution, de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire de l'association.

La résiliation de la convention dans ces conditions entraîne l'interruption immédiate du versement de la subvention.

Le remboursement des sommes déjà versées se fera sur la présentation d'un titre de recettes notifié par le comptable public.

ARTICLE 10 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

La demande de modification de la présente convention par l'association est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification.

Dans un délai de 1 mois suivant l'envoi de cette demande, la Métropole peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 11 : RENOUELEMENT

La convention est conclue pour une durée de 10 mois à compter du 1^{er} mars 2024. Elle n'est pas renouvelable par tacite reconduction.

En cas de demande de renouvellement, l'Association procédera au dépôt d'un nouveau dossier de demande de subvention.

L'instruction de la demande de renouvellement ne pourra se faire que si l'ensemble des justificatifs mentionnés à l'article 5 de ladite convention a été produit.

ARTICLE 12 : ASSURANCE ET RESPONSABILITES

L'Association s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée.

Le bénéficiaire devra être en mesure de justifier à tout moment de la souscription de ces polices d'assurance et du paiement effectifs des primes correspondantes.

En cas de renouvellement de contrat pendant la durée de la convention, l'association devra envoyer l'attestation d'assurance renouvelée à la Métropole sans délai.

ARTICLE 13 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et la Métropole s'engage à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière des données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande sont collectées.

Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus la demande ne pourra pas être traitée.

Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole collecte les données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'action relevant de la compétence (...).

Destinataire des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent les demandes et, si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés sont conservés pendant 10 ans conformément aux obligations légales en vigueur.

Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de la vie privée, la Métropole prend toutes mesures appropriées pour la sécurité et la confidentialité des données à caractères personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

Par courrier électronique à : donnees_personnelles@metropoletpm.fr

Par courrier postal à Monsieur le Délégué à la protection des données – Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, 107, Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9.

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez introduire une réclamation auprès de la CNIL – 3, Place Fontenoy – TSA 80175 – 75334 Paris cedex www.cnil.fr

ARTICLE 14 : RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif de Toulon.

Fait en deux exemplaires, à Toulon, le

Le Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Le Président de
La Fédération des Acteurs de la
Solidarité - PACA/Corse

Jean-Pierre GIRAN

Thierry MILA

Contrat d'Engagement Républicain

Décret no 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi N° 2000-321 Du 12 avril 2000 et approuvant le contrat d'engagement républicain Des associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat

L'importance des associations et des fondations dans la vie de la Nation et leur contribution à l'intérêt général justifient que les autorités administratives décident de leur apporter un soutien financier ou matériel. Il en va de même pour les fédérations sportives et les ligues professionnelles. L'administration, qui doit elle-même rendre des comptes aux citoyens, justifier du bon usage des deniers publics et de la reconnaissance qu'elle peut attribuer, est fondée à s'assurer que les organismes bénéficiaires de subventions publiques ou d'un agrément respectent le pacte républicain.

A cette fin la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a institué le contrat d'engagement républicain.

Conformément aux dispositions des articles 10-1 et 25-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, le présent contrat a pour objet de préciser les engagements que prend toute association ou fondation qui sollicite une subvention publique ou un agrément de l'Etat. Ainsi, l'association ou la fondation « *s'engage (...) à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...)* », « *à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République* » et « *à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public* ».

Ces engagements sont souscrits dans le respect des libertés constitutionnellement reconnues, notamment la liberté d'association et la liberté d'expression dont découlent la liberté de se réunir, de manifester et de création.

ENGAGEMENT N° 1 : RESPECT DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE

Le respect des lois de la République s'impose aux associations et aux fondations, qui ne doivent entreprendre ni inciter à aucune action manifestement contraire à la loi, violente ou susceptible d'entraîner des troubles graves à l'ordre public.

L'association ou la fondation bénéficiaire s'engage à ne pas se prévaloir de convictions politiques, philosophiques ou religieuses pour s'affranchir des règles communes régissant ses relations avec les collectivités publiques.

Elle s'engage notamment à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République.

ENGAGEMENT N° 2 : LIBERTÉ DE CONSCIENCE

L'association ou la fondation s'engage à respecter et protéger la liberté de conscience de ses membres et des tiers, notamment des bénéficiaires de ses services, et s'abstient de tout acte de prosélytisme abusif exercé notamment sous la contrainte, la menace ou la pression. Cet engagement ne fait pas obstacle à ce que les associations ou fondations dont l'objet est fondé sur des convictions, notamment religieuses, requièrent de leurs membres une adhésion loyale à l'égard des valeurs ou des croyances de l'organisation.

ENGAGEMENT N° 3 : LIBERTÉ DES MEMBRES DE L'ASSOCIATION

L'association s'engage à respecter la liberté de ses membres de s'en retirer dans les conditions prévues à l'article 4 de la loi du 1er juillet 1901 et leur droit de ne pas en être arbitrairement exclu.

ENGAGEMENT N° 4 : ÉGALITÉ ET NON-DISCRIMINATION

L'association ou la fondation s'engage à respecter l'égalité de tous devant la loi. Elle s'engage, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, à ne pas opérer de différences de traitement fondées sur le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'appartenance réelle ou supposée à une ethnie, une Nation, une prétendue race ou une religion déterminée qui ne reposeraient pas sur une différence de situation objective en rapport avec l'objet statutaire licite qu'elle poursuit, ni cautionner ou encourager de telles discriminations. Elle prend les mesures, compte tenu des moyens dont elle dispose, permettant de lutter contre toute forme de violence à caractère sexuel ou sexiste.

ENGAGEMENT N° 5 : FRATERNITÉ ET PREVENTION DE LA VIOLENCE

L'association ou la fondation s'engage à agir dans un esprit de fraternité et de civisme. Dans son activité, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, l'association s'engage à ne pas provoquer à la haine ou à la violence envers quiconque et à ne pas cautionner de tels agissements. Elle s'engage à rejeter toutes formes de racisme et d'antisémitisme.

ENGAGEMENT N° 6 : RESPECT DE LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE HUMAINE

L'association ou la fondation s'engage à n'entreprendre, ne soutenir, ni cautionner aucune action de nature à porter atteinte à la sauvegarde de la dignité de la personne humaine. Elle s'engage à respecter les lois et règlements en vigueur destinés à protéger la santé et l'intégrité physique et psychique de ses membres et des bénéficiaires de ses services et ses activités, et à ne pas mettre en danger la vie d'autrui par ses agissements ou sa négligence. Elle s'engage à ne pas créer, maintenir ou exploiter la vulnérabilité psychologique ou physique de ses membres et des personnes qui participent à ses activités à quelque titre que ce soit, notamment des personnes en situation de handicap, que ce soit par des pressions ou des tentatives d'endoctrinement. Elle s'engage en particulier à n'entreprendre aucune action de nature à compromettre le développement physique, affectif, intellectuel et social des mineurs, ainsi que leur santé et leur sécurité.

ENGAGEMENT N° 7 : RESPECT DES SYMBOLES DE LA RÉPUBLIQUE

L'association s'engage à respecter le drapeau tricolore, l'hymne national, et la devise de la République.

Je soussigné(e), (prénom, nom et qualité)

...M. Thierry MILA Président FAS PACA CORSE.....

dûment habilité(e) par l'association/ la fondation
.....

...Fédération des Acteurs de la Solidarité PACA CORSE.....

- Reconnais avoir pris connaissance du présent Contrat d'Engagement Républicain et en accepter les termes, le faire connaître aux membres de l'association et à l'afficher dans les locaux utilisés,

- M'engage à informer la Métropole TPM des manquements à ces principes dont nous pourrions avoir connaissance.

- Atteste être informé(e) que le non-respect de ces dispositions et des termes du Contrat d'Engagement Républicain entraîneront soit le refus de l'attribution de la subvention soit, si elle a déjà fait l'objet d'une décision d'attribution, le retrait de celle-ci et la restitution des sommes versées.

Le , 26/03/2024

à Arles

Lu et approuvé, bon pour engagement,

Lu et Approuvé - Bon pour engagement

Nom et prénom du représentant légal de l'association

Thierry MILA - Président FAS PACA CORSE

Signature

FAS PACA CORSE
3 Place D'york
13200 ARLES
pacacorse@federation-solidarite.org
Siret : 385 527 442 00042



